

Les armées secrètes de l'OTAN (IX)

La guerre secrète au Portugal

par Daniele Ganser*

Le Gladio disposait d'une base efficace dans le Portugal de Salazar. Bien qu'on n'en connaisse qu'indirectement le fonctionnement, via les enquêtes italiennes, l'historien Daniele Ganser a pu établir son rôle au Portugal même et dans ses colonies africaines. Grâce à ce dispositif, l'OTAN ne s'est pas contenté d'assassiner des opposants à Salazar, mais aussi des leaders révolutionnaires africains de premier plan comme Amílcar Cabral.

17 MAI 2011

Depuis
Bâle (Suisse)

Thèmes
● Action
secrète

Pays
● Portugal

Cet article fait suite à :

1. « *Quand le juge Felice Casson a dévoilé le Gladio...* »
2. « *Quand le Gladio fut découvert dans les États européens...* »
3. « *Gladio : Pourquoi l'OTAN, la CIA et le MI6 continuent de nier* »
4. « *Les égouts de Sa Majesté* »
5. « *La guerre secrète, activité centrale de la politique étrangère de Washington* »
6. « *La guerre secrète en Italie* »
7. « *La guerre secrète en France* »
8. « *La guerre secrète en Espagne* »



António de Oliveira Salazar (1889-1970) et le généralissime Francisco Franco (1892-1975) : deux supporters du Reich nazi, repêchés par l'OTAN pour lutter contre le communisme.

En mai 1926, le général Gomes da Costa prit le pouvoir au Portugal par un coup d'État, abolit la Constitution et le Parlement et instaura la dictature. Quelques années plus tard, le dictateur Salazar prit les rênes du pays. Pendant la guerre civile espagnole, il soutint le général Franco à qui il fournit des troupes et du matériel. Les deux hommes s'allièrent pour garantir à Hitler et à Mussolini la neutralité de toute la péninsule Ibérique, facilitant ainsi considérablement leur tâche sur le front ouest. Les quatre dictateurs s'accordaient sur la nécessité de combattre et d'anéantir le communisme en Union soviétique et dans leurs pays respectifs.

Mais l'URSS étant sortie victorieuse de la seconde guerre mondiale et Hitler et Mussolini ayant été défaits, Salazar et Franco se trouvèrent dans une position délicate en 1945. Cependant, les États-Unis du Président Truman étant engagés dans une guerre mondiale contre le communisme, les deux dictateurs de la péninsule purent bénéficier de l'appui silencieux de Washington et de Londres. Malgré le soutien de Salazar au putsch de Franco et son alliance avec les puissances de l'Axe, le Portugal fut autorisé à figurer, à la surprise de beaucoup, au nombre des membres fondateurs de l'OTAN en 1949. S'en suivit un règne quasiment sans partage de près de 40 ans jusqu'à ce que la mort de Salazar en 1970 permette enfin au Portugal d'amorcer une transition démocratique et d'intégrer l'Union Européenne.

À l'image de ce que l'on a pu observer dans les dictatures d'extrême droite d'Amérique Latine et sous le régime autoritaire

de Franco, le peuple portugais était lui aussi surveillé en permanence par un appareil sécuritaire opérant dans l'ombre et en dehors de tout cadre légal défini par le Parlement. Les coups tordus visant l'opposition politique et les communistes se multiplièrent sous le régime de Salazar. Ces opérations étaient menées par des services et organes divers dont la tristement célèbre Policia Internacional e de Defesa do Estado ou PIDE, les services secrets militaire portugais.

Aucune enquête approfondie n'ayant été menée sur les organisations d'extrême droite et les opérations spéciales qui eurent cours sous la dictature de Salazar, les liens avec le réseau stay-behind anticommuniste de l'OTAN demeurent incertains. L'existence au Portugal d'armées secrètes proches de la CIA et de l'OTAN fut révélée pour la première fois en 1990, suite à la découverte du Gladio italien. « *Au Portugal, une radio lisbonnaisa a rapporté que des cellules d'un réseau associé à l'Opération Gladio avaient été employées durant les années cinquante pour soutenir la dictature d'extrême droite du Dr Salazar* », put-on lire dans la presse internationale. [1] Cinq ans plus tard, l'auteur américain Michael Parenti écrivit, sans toutefois nommer ses sources, que des agents de Gladio avaient « *aidé à consolider le régime fasciste du Portugal* ». [2]

Plus précisément, la presse locale révéla en 1990 que l'armée secrète du Portugal existait sous le nom de code « *Aginter Press* ». Sous le titre « *"Gladio" opérait au Portugal* », le quotidien portugais *O Jornal* annonça à une population abasourdie que : « *Le réseau secret, conçu au sein même de l'OTAN et financé par la CIA dont l'existence vient d'être révélée par Giulio Andreotti, disposait d'une branche au Portugal, active dans les années soixante et soixante-dix. Elle portait le nom d'"Aginter Press"* » et fut vraisemblablement impliquée dans des assassinats sur le territoire national ainsi que dans les colonies portugaises en Afrique. [3]

Aginter Press n'avait strictement rien à voir avec la presse. Cette agence n'imprimait ni livres ni brochures de propagande anticommuniste, mais entraînait des terroristes d'extrême droite et donnait dans les coups tordus et les opérations clandestines à l'intérieur et à l'extérieur des frontières du Portugal. Cette organisation, aussi mystérieuse que violente, était soutenue par la CIA et commandée par des cadres de l'extrême droite européenne qui, avec l'aide de la PIDE, enrôlaient des militants fascistes. L'enquête menée par le Sénat italien sur Gladio et le terrorisme permit d'établir que certains extrémistes italiens avaient été formés par Aginter Press. Alors que l'on apprenait au Portugal qu'une sous-division d'Aginter Press baptisée « *Organisation Armée contre le Communisme International* » avait également opéré en Italie, les sénateurs italiens découvrirent que l'organisation Aginter Press avait reçu l'appui de la CIA et qu'elle était dirigée par le capitaine Yves Guillon, plus connu sous le pseudonyme d'Yves Guérain-Sérac, un spécialiste des opérations de guerre clandestine à qui les États-Unis avaient décerné plusieurs médailles militaires dont l'American Bronze Star pour s'être distingué lors de la guerre de Corée. « *D'après ce qu'indiquent les résultats de l'enquête criminelle* », concluait le rapport d'enquête italien, « *Aginter Press était une centrale de renseignement proche de la CIA et des services secrets portugais et spécialisée dans les opérations de provocation.* » [4]

Tandis que le gouvernement portugais répugnait à ouvrir une enquête sur l'histoire sombre d'Aginter Press et de la guerre secrète, la Commission sénatoriale italienne poursuivait, elle, ses recherches et, en 1997, elle entendit le juge Guido Salvini. Véritable expert en matière de terrorisme d'extrême droite, le magistrat avait examiné en détail les documents disponibles sur Aginter Press. Le sénateur Manca l'interrogea : « *La CIA américaine est-elle, selon vous, directement responsable des opérations menées par Aginter Press ?* », ce à quoi le juge

répondit : « *Sénateur Manca, vous posez là une question très importante* », et demanda, compte tenu de la nature délicate de sa réponse, à pouvoir y répondre en privé. On le lui accorda et tous les documents furent dès lors classés confidentiels. [5]

En public, le juge Salvini expliqua qu'il est « *difficile de donner une définition exacte de ce qu'est Aginter Press* », mais se livra tout de même à une tentative de description : « *C'est une organisation qui, dans de nombreux pays, en Italie notamment, inspire et soutient les plans de groupes soigneusement choisis qui agissent selon des protocoles définis contre une situation qu'ils ont décidée de combattre.* » L'armée anticommuniste secrète de la CIA Aginter Press opère, poursuivit-il, « *en fonction de ses buts et de ses valeurs, qui sont essentiellement la défense de l'Occident contre une probable et imminente invasion de l'Europe par les troupes de l'URSS et des pays communistes* ». [6] Toujours selon le juge italien, l'armée secrète portugaise assurait, comme la plupart des autres réseaux d'Europe de l'Ouest, une double fonction. Le réseau *stay-behind* s'entraînait secrètement pour une éventuelle invasion soviétique et, dans l'attente de cette invasion, s'en prenait aux mouvements politiques de gauche, suivant des stratégies de guerre clandestine pratiquées dans plusieurs pays d'Europe occidentale.

Si bon nombre de ses membres avaient déjà servi dans différents groupuscules anticommunistes au cours des années précédentes, Aginter Press ne fut officiellement fondée à Lisbonne qu'en septembre 1966. Il semble que ses fondateurs et la CIA aient été guidés moins par la crainte d'une invasion soviétique que par les possibilités d'action interne. En effet, cette période était marquée par les manifestations de la gauche dénonçant la guerre au Vietnam et le soutien apporté par les États-Unis aux dictatures d'extrême droite en Amérique Latine et en Europe, au Portugal notamment. Le dictateur Salazar et sa police, la PIDE, redoutaient particulièrement les conséquences d'un tel mouvement social susceptible de déstabiliser le régime, ils firent donc appel à Aginter Press afin de l'enrayer.

La plupart des soldats de l'ombre qui furent recrutés par la CIA pour aller grossir les rangs de cette armée secrète avaient déjà combattu en Afrique et en Asie du Sud-Est où ils avaient en vain tenté d'empêcher l'accession à l'indépendance des anciennes colonies européennes. Le directeur d'Aginter Press, le capitaine Yves Guérain-Sérac lui-même, catholique fervent et ardent anticommuniste recruté par la CIA, était un ancien officier de l'armée française qui avait assisté à la défaite de la France face au Reich au cours de la seconde guerre mondiale. Il avait également combattu pendant la guerre d'Indochine (1946-1954), la guerre de Corée (1950-1953) et la Guerre d'Algérie (1954-1962). Il avait servi dans la fameuse 11e Demi-Brigade Parachutiste de Choc, l'unité chargée des coups tordus placée sous les ordres du SDECE, le service de renseignement extérieur français, lui-même proche du réseau *stay-behind* Rose des Vents. En 1961, Guérain-Sérac avait fondé, avec d'autres officiers aguerris du 11e Choc, l'Organisation de l'Armée Secrète, ou OAS, qui lutta pour l'Algérie française et tenta de renverser le gouvernement du général de Gaulle pour instaurer un régime autoritaire anticommuniste.

Après que l'Algérie eut accédé à l'indépendance en 1962 et que de Gaulle eut dissous l'OAS, les anciens officiers de l'armée secrète, dont Guérain-Sérac, couraient toujours un grand danger. Ils fuirent l'Algérie et offrirent aux dictateurs d'Amérique Latine et d'Europe leur grande expérience de la guerre secrète, des opérations clandestines, du terrorisme et du contre-terrorisme en échange du droit d'asile. [7] Cette diaspora de l'OAS vint renforcer les organisations d'activistes d'extrême droite de nombreux pays. En juin 1962, Franco fit appel aux talents d'Yves Guérain-Sérac afin qu'il rejoigne le combat de l'armée secrète espagnole contre l'opposition. D'Espagne, Guérain-Sérac gagna ensuite le Portugal, qui était à ses yeux le dernier empire colonial

et surtout le dernier rempart contre le communisme et l'athéisme. En parfait soldat de la guerre froide, il offrit ses services à Salazar : « *Les autres ont déposé les armes, moi non. Après l'OAS, j'ai fui au Portugal pour continuer le combat et le mener à sa véritable échelle - c'est-à-dire à l'échelle planétaire* ». [8]

Au Portugal, Guérain-Sérac s'associa à des extrémistes français et à des renégats de l'OAS. L'ancien pétainiste Jacques Ploncard d'Assac le présenta aux milieux fascistes et aux membres de la PIDE. En raison de sa grande expérience, Guérain-Sérac fut recruté comme instructeur au sein de la Legiao Portuguesa et des unités de contre-guérilla de l'armée portugaise. C'est dans ce contexte qu'il créa, avec l'aide de la PIDE et de la CIA, Aginter Press, une armée anticomuniste ultra-secrète. L'organisation mit en place ses propres camps d'entraînement dans lesquels mercenaires et terroristes suivaient un programme de trois semaines de formation aux opérations secrètes comprenant notamment les techniques d'attentat à la bombe, d'assassinat silencieux, les méthodes de subversion, de communication clandestine, d'infiltration et de guerre coloniale.

Aux côtés de Guérain-Sérac, le terroriste d'extrême droite Stefano Delle Chiaie participa lui aussi à la fondation d'Aginter Press. « *Nous agissions contre les communistes, contre la bourgeoisie établie et contre la démocratie qui nous avait privé de notre liberté. Nous étions donc forcés de recourir à la violence* », expliqua plus tard Delle Chiaie. « *On nous considérait comme des criminels mais en réalité nous étions les victimes d'un mouvement libéral antifasciste. Nous voulions répandre nos idées, nous voulions être entendus dans le monde entier.* » Vers le milieu des années soixante, Delle Chiaie, alors âgé de 30 ans, fonda avec Guérain-Sérac, et avec le soutien de la CIA, l'armée secrète Aginter. « *Avec un de mes amis français [Guérain-Sérac], j'ai alors décidé [en 1965] de fonder l'agence de presse Aginter Press afin de nous donner les moyens de défendre nos opinions politiques.* » [9] Au cours des années qui suivirent, Delle Chiaie devint peut-être le combattant le plus sanguinaire de la guerre secrète. En Italie, il prit part à des coups d'État et à des attentats, dont celui de la Piazza Fontana en 1969, et, avec le nazi Klaus Barbie, dit le « *Boucher de Lyon* », il contribua à consolider le pouvoir de dictateurs sud-américains. [10]

« *Nos effectifs se composent de deux types d'hommes : (1) des officiers qui nous ont rejoints après avoir combattu en Indochine et en Algérie et même certains qui se sont engagés après la bataille de Corée* », expliqua le directeur d'Aginter Guérain-Sérac en personne, « *(2) des intellectuels qui pendant cette même période se sont intéressés à l'étude des techniques de subversion marxiste* ». Ces intellectuels, comme il le fit observer, avaient formé des groupes d'étude et partageaient leurs expériences « *pour tenter de disséquer les techniques de subversion marxiste et de jeter les bases d'une contre-technique* ». La bataille, cela ne faisait aucun doute pour lui, devait être menée dans de nombreux pays : « *Au cours de cette période, nous avons établi des contacts systématiques avec des groupes aux idées proches des nôtres qui ont émergé en Italie, en Belgique, en Allemagne, en Espagne et au Portugal, dans l'optique de constituer le noyau d'une véritable Ligue Occidentale de Lutte contre le Marxisme* ». [11]

Débarquant directement de théâtres d'opérations, de nombreux combattants de l'ombre, et surtout leurs instructeurs, dont Guérain-Sérac, n'avaient que peu d'estime ou de connaissance des méthodes de résolution pacifique de conflits. Le directeur d'Aginter lui-même était convaincu, comme beaucoup d'autres, que la lutte contre le communisme en Europe de l'Ouest impliquait nécessairement le recours au terrorisme : « *Dans la première phase de notre activité politique, nous devons instaurer le chaos dans toutes les structures du régime* », déclara-t-il sans préciser à quel pays il faisait allusion. « *Deux formes de terrorisme*

permettent d'obtenir un tel résultat : le terrorisme aveugle (par des attentats visant un grand nombre de civils) et le terrorisme sélectif (par l'élimination de personnalités ciblées). » Dans un cas comme dans l'autre, l'attentat secrètement perpétré par l'extrême droite devait être imputé à la gauche, comme le souligna le champion et idéologue du terrorisme anticommuniste : « Ces attaques contre l'État doivent autant que possible passer pour des "activités communistes" ». Les attentats terroristes des armées secrètes étaient conçus comme un moyen de discréditer le régime en place et de le contraindre à basculer à droite : « Ensuite, nous devons intervenir au cœur de l'appareil militaire, du pouvoir judiciaire et de l'Église, afin d'influencer l'opinion publique, de proposer une solution et de démontrer clairement la faiblesse de l'arsenal juridique actuel (...) L'opinion publique doit être polarisée de telle manière que nous apparaissions comme le seul instrument capable de sauver la nation. Il semble évident que nous aurons besoin de moyens financiers considérables pour mener à bien de telles opérations. » [12]



Humberto Delgado, le « général sans peur », se présente à l'élection présidentielle portugaise de 1958. Il est battu grâce à une gigantesque fraude électorale et doit s'enfuir en Algérie. Il est assassiné en 1965 par un commando de la PIDE préparé par le Gladio, sous le commandement de Rosa Casaco.

La CIA et la PIDE, les services secrets militaires de Salazar, se chargèrent de fournir les fonds nécessaires à l'entreprise terroriste du capitaine Guérain-Sérac. C'est dans un document interne d'Aginter intitulé « Notre Activité Politique » et daté de novembre 1969 et qui fut découvert fin 1974 que celui-ci décrit comment un pays peut être la cible d'une guerre secrète : « Notre conviction est que la première phase de l'activité politique doit consister à créer les conditions favorables à l'instauration du chaos dans toutes les structures du régime ». Élément essentiel de cette stratégie, les violences perpétrées devaient être mises à l'actif des communistes et chaque indice devait, bien entendu, mener à cette conclusion.

« Nous pensons qu'il faut, dans un premier temps, détruire la structure même de l'État démocratique sous couvert d'activités communistes ou pro-chinoises. » Le document insistait ensuite sur la nécessité d'infiltrer les groupes de militants de gauche afin de mieux les manipuler : « En outre, nous disposons d'hommes infiltrés dans ces groupes et qui nous permettront d'agir sur l'idéologie même du milieu - par des actions de propagande et autres, menées de telle manière qu'elles sembleront être l'œuvre de nos adversaires communistes ». De telles opérations menées sous fausse bannière, concluait ce plan d'action, « créeront un sentiment d'hostilité à l'égard de ceux qui menacent la paix de chacune de nos nations », comprenez les communistes. [13]

Au cours de la première phase de leur plan, les officiers, mercenaires et terroristes d'Aginter Press s'employèrent à affaiblir et à anéantir les factions de guérilleros luttant pour l'indépendance des colonies portugaises. Vers le milieu des années soixante, le premier théâtre d'opérations de l'organisation ne fut donc pas l'Europe mais l'Afrique où l'armée portugaise était aux prises avec des mouvements indépendantistes. Aginter déploya ses responsables d'opérations dans les pays limitrophes de l'Afrique portugaise. « Leurs objectifs comportaient l'élimination

des leaders des mouvements de libération, l'infiltration, l'établissement de réseaux d'informateurs et d'agents provocateurs et l'utilisation de faux mouvements de libération. » [14] Ces guerres secrètes étaient menées en coordination avec la PIDE et d'autres services du gouvernement portugais. « *Aginter correspondait par écrit avec la PIDE dans le cadre de ses opérations spéciales et de ses missions d'espionnage.* ». [15]



Amílcar Cabral, le leader du Partido Africano da Independência da Guiné e Cabo Verde (PAIGC), rêvait de libérer la Guinée et le Cap Vert du colonialisme portugais, et de les fusionner au sein d'un seul Etat souverain et socialiste. Il a été assassiné en 1973 par le Gladio.

Parmi les plus importantes personnalités qui furent victimes des assassinats orchestrés par Aginter au Portugal et dans les colonies figurent vraisemblablement Humberto Delgado, leader de l'opposition portugaise, Amílcar Cabral, l'une des figures emblématiques de la révolution africaine, et Eduardo Mondlane, leader et président du parti de libération du Mozambique, le FRELIMO (Frente de Libertação de Moçambique), qui fut tué en février 1969. [16] Malgré la violence des méthodes employées, le Portugal ne parvint à empêcher ses colonies d'accéder à l'indépendance. Goa fut rattachée à l'Inde en 1961. La Guinée-Bissau devint indépendante en 1974, l'Angola et le Mozambique en 1975 tandis que, la même année, le Timor Oriental était envahi par l'Indonésie.

Parallèlement à ces guerres coloniales, Aginter Press joua également un rôle majeur dans les guerres secrètes menées contre les communistes d'Europe occidentale. Les documents disponibles sur les armées *stay-behind* de l'OTAN et la guerre clandestine semblent indiquer que l'organisation lisbonnais fut responsable de plus de violences et de meurtres qu'aucune autre armée secrète du vieux continent. Ses soldats de l'ombre agissaient avec une mentalité à part. Contrairement à leurs homologues du P26 suisse ou du ROC norvégien, ils prenaient part à de véritables guerres ouvertes dans les colonies et tuaient à la chaîne, sous le commandement d'un capitaine qui, fort d'une expérience acquise en Indochine, en Corée et en Algérie, ne concevait aucun autre moyen d'action que la violence.

L'exaction commise par les combattants de l'ombre au nom de la lutte contre le communisme sur laquelle nous sommes le mieux renseignés est probablement l'attentat de la Piazza Fontana qui frappa les capitales politiques et industrielles de l'Italie, Rome et Milan, peu avant Noël, le 12 décembre 1969. Ce jour-là, 4 bombes explosèrent dans les deux villes, tuant aveuglément 16 civils, pour la plupart des paysans qui se rendaient à la Banca Nazionale Dell'Agricoltura de Milan pour y déposer les modestes revenus d'une journée de marché. Quatre-vingts autres personnes furent blessées et mutilées. L'une des bombes posées sur la Piazza Fontana n'explosa pas à cause d'un dysfonctionnement de

la minuterie, mais quand les agents du SID et la police arrivèrent sur les lieux, ils s'empressèrent de détruire les indices compromettants en faisant exploser la bombe. L'exécution de cet attentat obéissait strictement aux stratégies de guerre secrète définies par Guérain-Sérac. Les services secrets militaires italiens attribuèrent cet acte à l'extrême gauche, allant pour ce faire jusqu'à placer les composants d'un engin explosif dans la villa de l'éditeur Giangiacomo Feltrinelli, connu pour ses idées de gauche, et raflèrent dans la foulée de nombreux communistes. [17]

Un rapport interne du SID classé confidentiel et daté du 16 décembre 1969 soupçonnait déjà que les attentats de Rome et Milan aient pu être le fait de l'extrême droite avec l'appui de la CIA. [18] Toutefois l'opinion publique italienne fut confortée dans l'idée que les communistes italiens, alors très influents, avaient décidé de recourir à la violence pour conquérir le pouvoir. En réalité, la paternité de ces actes revenait vraisemblablement aux organisations fascistes Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale qui agissaient en étroite collaboration avec les armées stay-behind. Le militant d'extrême droite Guido Giannettini, qui fut directement impliqué dans les attentats, était un proche collaborateur de l'organisation portugaise Aginter Press. *« L'enquête a confirmé que des liens ont bien existé entre Aginter Press, Ordine Nuovo et Avanguardia Nazionale »,* annonça le juge Salvini aux membres de la commission d'enquête sénatoriale. *« Il ressort clairement que Guido Giannettini était en contact avec Guérain-Sérac au Portugal depuis 1964. Il est établi que des instructeurs d'Aginter Press (...) se sont rendus à Rome entre 1967 et 1968 et y ont entraîné les membres d'Avanguardia Nazionale au maniement des explosifs. »* Le juge Salvini conclut, sur la base des documents disponibles et des témoignages recueillis, qu'Aginter Press, une façade de la CIA, avait joué un rôle décisif dans les opérations de guerre clandestines menées en Europe de l'Ouest et avait entrepris une série d'attentats très meurtriers en vue de discréditer les communistes italiens. [19]

Ces faits furent confirmés en mars 2001 par le général Giandelio Maletti, ancien patron du contre-espionnage italien, qui témoigna dans le cadre du procès de militants d'extrême droite accusés d'avoir provoqué la mort de 16 personnes lors des attentats de la Piazza Fontana. Devant le tribunal de Milan, Maletti déclara que : *« La CIA, suivant les directives de son gouvernement, voulait faire naître un nationalisme italien capable d'enrayer le basculement à gauche du pays et, dans cette optique, il n'est pas impossible qu'elle ait fait appel à des terroristes d'extrême droite »*. Ce témoignage capital assimilait la CIA à une organisation terroriste. *« N'oubliez pas que c'est Nixon qui était alors aux affaires »,* rappela le général, *« et Nixon n'était pas un type ordinaire, un très fin politicien mais un homme aux méthodes peu orthodoxes »*. [20] Le juge italien Guido Salvini confirma que tous les pistes conduisaient à *« un service de renseignement étranger »*. *« Par "service de renseignement étranger", vous entendez la CIA ? »*, insistèrent les journalistes italiens à qui Salvini fit cette réponse prudente : *« Nous sommes en mesure d'affirmer que nous savons pertinemment qui a participé à la préparation des attentats et qui était assis à la table lorsque les ordres ont été donnés. C'est incontestable. »* [21]

Non content de lutter contre le communisme en Italie, le capitaine Guérain-Sérac était fermement résolu à mener le combat à l'échelle mondiale. Dans ce but, des agents d'Aginter, dont l'Américain Jay Sablonsky, participèrent aux côtés de la CIA et des Bérêts Verts à la tristement célèbre contre-guérilla au Guatemala qui fit, entre 1968 et 1971, environ 50000 morts, des civils pour la plupart. Les hommes d'Aginter étaient également présents au Chili en 1973 où ils participèrent au coup d'État par lequel la CIA remplaça le Président socialiste démocratiquement élu Salvador Allende par le dictateur Augusto Pinochet. [22] Depuis le refuge que constituait la dictature d'extrême droite de

Salazar, Aginter Press pouvait ainsi envoyer ses soldats de l'ombre combattre dans de nombreux pays du monde entier.

Cette situation perdura jusqu'à la « *Révolution des œillets* » de mai 1974 qui mit un terme à la dictature et ouvrit la voie au rétablissement de la démocratie au Portugal. Les combattants de l'ombre savaient que la survie de leur organisation était étroitement liée à celle du régime totalitaire. En apprenant que des officiers de gauche de l'armée portugaise préparaient un putsch qui devait initier la Révolution des œillets, les agents d'Aginter complotèrent avec le général Spínola en vue d'éliminer les centristes portugais. Ils prévoyaient d'envahir l'archipel des Açores afin d'en faire un territoire indépendant et de l'utiliser comme une base arrière pour lancer leurs opérations sur le continent.

Le projet ayant échoué, Aginter fut balayée en même temps que la dictature quand le 1er mai 1974 les officiers gauchisants prirent le pouvoir mettant ainsi un terme à près de 50 ans de totalitarisme. Trois semaines plus tard, le 22 mai, sur ordre des nouveaux dirigeants du pays, des unités spéciales de la police portugaise investirent le quartier général d'Aginter Press de la Rua das Pracas à Lisbonne afin de fermer la sinistre agence et de saisir tout le matériel. Mais quand elles arrivèrent sur place, les locaux avaient déjà été vidés. Grâce à leurs contacts au sein des services de renseignement, les agents de l'organisation avaient pu être prévenus à temps et disparaître dans la nature, aucun d'entre eux ne fut arrêté. Dans leur précipitation, ils oublièrent cependant quelques documents. Les forces de police parvinrent à recueillir un grand nombre de preuves établissant la responsabilité de la filiale de la CIA Aginter Press dans de nombreux actes de terrorisme.

Comme la jeune démocratie tentait d'en finir avec l'ancien appareil sécuritaire hérité de la dictature, la PIDE, les services secrets militaires et la Legião Portuguesa furent dissous. La « Commission pour le démantèlement de la PIDE et de la Légion Portugaise » (*Comissão de Extinção da PIDE e da Legião*) découvrit bientôt que la PIDE avait, avec le concours de la CIA, dirigé une armée secrète baptisée Aginter Press ; elle demanda à consulter les dossiers réunis sur l'Agence suite à la perquisition de ses locaux et qui renfermaient toutes les preuves nécessaires. Pour la première fois, l'histoire de l'armée secrète portugaise allait faire l'objet d'une enquête. Mais soudain tous les dossiers se volatiliserent. « *Le dossier "Aginter Press" fut dérobé à la Commission pour le démantèlement de la PIDE et de la Légion Portugaise et disparut définitivement* », déplora le quotidien portugais *O Jornal* quelques années plus tard dans un article consacré au réseau Gladio. [23]

Comment cela a-t-il pu se produire ? Pourquoi la commission s'est-elle montrée aussi négligente face à des informations aussi essentielles ? L'Italien Barbachetto qui travaille pour le magazine politique milanais *L'Europeo* écrivit par la suite : « *Trois de mes collègues étaient présents lors de la saisie des archives d'Aginter. Ils n'ont pu photographier que quelques fragments de la quantité considérable de données recueillies ce jour-là.* » Sous les titres « *Mafia* » ou « *Contributeurs financiers allemands* », les documents saisis révélaient les noms de codes des partenaires d'Aginter. « *Les documents ont été détruits par l'armée portugaise* », indiquait Barbachetto, « *elle cherchait visiblement à éviter des incidents diplomatiques avec les gouvernements italien, français et allemand, incidents qui n'auraient pas manqué de survenir si les activités d'Aginter dans ces pays avaient été dévoilées* ». [24]

La PIDE fut remplacée par un nouveau service de renseignement portugais, le SDCI, qui enquêta sur Aginter et conclut que la sinistre organisation avait eu 4 missions. Tout d'abord, elle avait servi de « *bureau d'espionnage dirigé par la police portugaise et,*

à travers elle, par la CIA, le BND ouest-allemand ou "Organisation Gehlen", la Dirección General de Seguridad espagnole, le BOSS sud-africain et, plus tard, le KYP grec ». Parallèlement à cette fonction de collecte de renseignement, Aginter Press avait également fait office de « centre de recrutement et d'entraînement de mercenaires et de terroristes spécialisés dans le sabotage et l'assassinat ». Selon le rapport du SDCI, l'Agence avait aussi été un « centre stratégique pour des opérations d'endoctrinement d'extrême droite et néo-fasciste en Afrique sub-saharienne, en Amérique du Sud et en Europe menées en collaboration avec des régimes fascistes ou assimilés, des figures bien connues de l'extrême droite et des groupes néo-fascistes actifs au niveau international ». Enfin, Aginter était la couverture d'une armée secrète anticomuniste, une « organisation fasciste internationale baptisée "Ordre et Tradition" avec son aile paramilitaire, l'OACI, "Organisation Armée contre le Communisme International" ». [25]

Après la chute de la dictature, Guérain-Sérac et ses activistes anticomunistes fuirent le Portugal pour l'Espagne voisine où, sous la protection de Franco, ils établirent leur nouveau quartier général à Madrid. En échange de l'asile politique, les combattants d'Aginter, fidèles à leur engagement, se mirent à la disposition des services secrets espagnols pour traquer et éliminer les dirigeants du mouvement séparatiste basque ETA. Ils poursuivirent leurs opérations clandestines à l'étranger et œuvrèrent notamment à discréditer le Front de Libération National algérien. « Je peux vous citer un autre exemple particulièrement intéressant », déclara le juge Salvini aux sénateurs italiens et il leur révéla comment en 1975, depuis leur base espagnole, les hommes de Guérain-Sérac assistés de l'Américain Salby et d'extrémistes français, italiens et espagnols, avaient organisé une série d'attentats qu'ils signaient SOA afin de compromettre les Soldats de l'Opposition Algérienne.

« Les bombes furent placées dans les ambassades algériennes en France, en Allemagne, en Italie et en Grande-Bretagne » et détériorèrent l'image de l'opposition algérienne alors qu'en réalité « les attentats étaient l'œuvre du groupe de Guérain-Sérac, ce qui donne une idée de ses capacités de dissimulation et d'infiltration ». La bombe posée devant l'ambassade algérienne à Francfort n'explosa pas et fut soigneusement examinée par la police allemande. « Pour comprendre les liens unissant Guérain-Sérac et Aginter Press, il suffit d'observer la complexité de l'engin explosif », souligna le juge Salvini. « Il contenait du C4, un explosif utilisé exclusivement par l'armée américaine dont on ne retrouve la trace dans aucun attentat commis par des anarchistes. Je le répète, c'était une bombe très sophistiquée. Or Aginter disposait de C4, on peut donc aisément en déduire les appuis dont elle a pu bénéficier. ». [26]

Quand le régime dictatorial s'effondra à la mort de Franco le 20 novembre 1975, Guérain-Sérac et son armée secrète furent une fois de plus contraints de prendre la fuite. La police espagnole prit tout son temps pour enquêter sur les traces qu'Aginter laissa derrière elle et ce n'est qu'en février 1977 qu'elle perquisitionna au 39 de la rue Pelayo, le quartier général de l'organisation, et découvrit un véritable arsenal composé de fusils et d'explosifs. Mais Delle Chiaie, Guérain-Sérac et leurs soldats avaient depuis longtemps fui l'Espagne pour l'Amérique latine où beaucoup d'entre eux choisirent le Chili comme nouvelle base pour leurs opérations. Guérain-Sérac fut aperçu pour la dernière fois en Espagne en 1997. [27]

L'armée secrète anticomuniste portugaise fit une nouvelle fois parler d'elle en 1990, quand le Premier ministre Giulio Andreotti révéla que des armées *stay-behind* bâties par l'OTAN existaient en Italie et dans d'autres pays. Le 17 novembre 1990, la vague atteignit Lisbonne où le quotidien *Expresso* rapporta sous le titre « *Gladio. Les Soldats de la guerre froide* » que « le scandale a

franchi les frontières de l'Italie puisque l'existence de réseaux secrets Gladio a été confirmée officiellement en Belgique, en France, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne et semi-officiellement en Suède, en Norvège, au Danemark, en Autriche, en Suisse, en Grèce, en Turquie, en Espagne, au Royaume-Uni et au Portugal ». [28]

Très préoccupé, le ministre de la Défense portugais Fernando Nogueira déclara publiquement le 16 novembre 1990 qu'il n'avait pas connaissance de l'existence d'une branche du réseau *stay-behind* au Portugal et prétendit que ni son ministère ni l'État-major des armées portugaises ne disposaient « *d'informations quelles qu'elles soient concernant l'existence ou l'activité d'un "structure Gladio" au Portugal* ». [29] Le journal portugais *Diário De Noticias* regretta que : « *Les déclarations laconiques de Fernando Nogueira soient corroborées, d'une manière ou d'une autre, par d'anciens ministres de la Défense, tels que Eurico de Melo et Rui Machete, ainsi que par [l'ancien ministre des Affaires étrangères] Franco Nogueira et le maréchal Costa Gomes, qui nous ont confirmé qu'ils ne savaient absolument rien de cette affaire. La même position a été adoptée par des parlementaires de l'opposition membres de la Commission parlementaire de la Défense.* » [30].

Costa Gomes, qui avait été officier de liaison auprès de l'OTAN, soutint qu'il n'avait jamais eu connaissance d'un réseau clandestin bien qu'il eût « *assisté entre 1953 et 1959 à toutes les réunions de l'Alliance* ». Dans le même temps, il reconnut qu'il n'était pas impossible qu'un Gladio portugais ait existé avec le soutien de la PIDE et de certaines personnes étrangères au gouvernement. « *De telles connexions* », expliqua Costa Gomes, « *si elles ont vraiment existé, n'auraient pu fonctionner que parallèlement aux structures officielles* » et lui auraient donc été totalement inconnues. Sur le même mode, Franco Nogueira, qui avait été ministre des Affaires étrangères sous Salazar, déclara : « *Je n'ai jamais soupçonné l'existence de cette organisation. Ni lorsque j'étais aux Affaires étrangères et que je côtoyais des responsables de l'OTAN ni plus tard.* » Il précisa que si Gladio avait opéré au Portugal, « *cette activité aurait certainement été connue du Dr Salazar* ». Comme le sous-entendait Nogueira, Salazar aurait certainement communiqué cette information au chef de sa diplomatie : « *J'ai beaucoup de mal à imaginer que ce réseau ait entretenu des liens avec la PIDE ou la Legiao Portuguesa. C'est pourquoi je suis convaincu que ce Gladio n'a jamais existé dans notre pays même si, bien sûr, dans la vie, rien n'est impossible.* » [31].

Tandis que les représentants du gouvernement se refusaient à divulguer toute information sur la guerre secrète, la presse portugaise ne pouvait que constater l'évidence et déplorer que « *visiblement, plusieurs gouvernements européens [avaient] perdu le contrôle de leurs services secrets* » tout en dénonçant la « *doctrine de confiance limitée* » adoptée par l'OTAN. « *Une telle doctrine implique que certains gouvernements n'en auraient pas suffisamment fait pour combattre le communisme et qu'il n'était donc pas nécessaire de les tenir informés des activités de l'armée secrète de l'OTAN.* » [32] Seul un haut gradé de l'armée portugaise consentit à révéler certains pans du secret sous couvert de l'anonymat. Un général, qui avait commandé l'État-major portugais, confirma à un journaliste d'*O Jornal* qu'un « *service d'information parallèle avait bel et bien existé au Portugal et dans les colonies, dont le financement et le contrôle n'étaient pas du ressort des forces armées mais dépendaient du ministère de la Défense, du ministère de l'Intérieur et du ministère des Affaires coloniales. En outre, ce service parallèle était directement lié à la PIDE et à la Legiao Portuguesa.* » [33] Il n'y eut aucune enquête officielle sur le sujet, à peine un simple rapport parlementaire. Le mystère soulevé par ces vagues confirmations demeure par conséquent entier.

voltaire sharethis

**Daniele Ganser**

Historien suisse, spécialiste des relations internationales contemporaines. Il est enseignant à l'Université de Bâle.

Les articles de cet auteur

Envoyer un message



Cet article constitue le neuvième chapitre des *Armées secrètes de l'OTAN*
© Version française :
éditions Demi-lune (2007).

[1] John Palmer,
« Undercover NATO Group
'may have had terror
links' » dans le quotidien
britannique *The Guardian*
du 10 novembre 1990.

[2] Michael Parenti, *Against
Empire* (City Light Books,
San Francisco, 1995),
p.143.

[3] Joao Paulo Guerra,
« 'Gladio' actuou em
Portugal » dans le quotidien
portugais *O Jornal* du 16
novembre 1990.

[4] *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico*. Redatta dal presidente della Commissione, sénateur Giovanni Pellegrino. Rome 1995, p.204 and 241.

[5] *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 12e session*, 20 mars 1997

[6] *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9e session*, 12 février 1997

[7] Jeffrey M. Bale, « Right wing Terrorists and the Extraparlimentary Left in Post World War 2 Europe : Collusion or Manipulation ? » Dans le périodique britannique *Lobster Magazine*, n°2, octobre 1989, p.6.

[8] Hebdomadaire français *Paris Match*, novembre 1974. Cité dans Stuart Christie, *Stefano delle Chiaie* (Anarchy Publications, Londres, 1984), p.27.

[9] Egmont Koch et Oliver Schröm, *Deckname Aginter. Die Geschichte einer faschistischen Terror Organisation*, p.4. (Essai non publié de 17 pages. Non daté, vers 1998).

[10] Voir Christie, *delle Chiaie*, *passim*.

[11] *Ibid.*, p.29.

[12] Ce document a apparemment été découvert dans l'ancien bureau de Guérain-Sérac après la révolution portugaise. Il figure dans le dictionnaire du terrorisme en Belgique de Manuel Abramowicz.

[13] Extrait de Christie, *delle Chiaie*, p.32. Également dans *Lobster*, octobre 1989, p.18.

[14] *Ibid.*, p.30.

[15] Joao Paulo Guerra, « 'Gladio' actuou em Portugal » dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

[16] *Ibid.* Et Christie, delle Chiaie, p.30.

[17] *Senato della Repubblica. Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi : Il terrorismo, le stragi ed il contesto storico politico. Redatta dal presidente della Commissione, sénateur Giovanni Pellegrino. Rome 1995, p.157.*

[18] Les chercheurs Fabrizio Calvi et Frédéric Laurent, spécialistes des services secrets, ont probablement réalisé le meilleur documentaire sur l'attentat de la Piazza Fontana : *Piazza Fontana : Storia di un Complotto* diffusé le 11 décembre 1997 à 20 h 50 sur la chaîne publique *Rai Due*. Une adaptation en français intitulée : *L'Orchestre Noir : La Stratégie de la tension* fut diffusée en deux parties sur la chaîne franco-allemande *Arte* les mardi 13 et mercredi 14 janvier 1998 à 20 h 45. Dans leur film, ils interrogent un grand nombre de témoins y compris des juges ayant enquêté pendant des années sur l'affaire, Guido Salvini et Gerardo D'Ambrosio, des activistes fascistes comme Stefano Delle Chiaie, Amos Spiazzi, Guido Giannettini, Vincenzo Vinciguerra et le capitaine Labruna, l'ancien Premier ministre Giulio Andreotti ainsi que Victor Marchetti et Marc Wyatt de la CIA.

[19] *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9e session*, 12 février 1997

[20] Philip Willan, « **Terrorists 'helped by CIA' to Stop Rise of Left in Italy** » dans le quotidien britannique *The Guardian* du 26 mars 2001. Willan est un spécialiste des interventions secrètes états-uniennes en Italie. Il a signé le très intéressant *Puppetmasters. The Political Use of Terrorism in Italy* (Constable, Londres, 1991).

[21] Quotidien italien *La Stampa* du 22 juin 1996.

[22] Peter Dale Scott, « Transnational Repression : Parafascism and the US » dans le périodique britannique *Lobster Magazine*, n°12, 1986, p.16.

[23] Joao Paulo Guerra, « 'Gladio' actuou em Portugal » dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

[24] Koch et Schröm, *Aginter*, p.8.

[25] Extrait de Christie, *delle Chiaie*, p.28.

[26] *Commissione parlamentare d'inchiesta sul terrorismo in Italia e sulle cause della mancata individuazione dei responsabili delle stragi. 9e session*, 12 février 1997.

[27] Koch et Schröm, *Aginter*, p.11–12.

[28] Quotidien portugais *Expresso* du 17 novembre 1990.

[29] Quotidien portugais *Diario de Noticias* du 17 novembre 1990.

[30] Aucun auteur spécifié, « Ministro nega conhecimento da rede Gladio. Franco Nogueira disse ao DN que nem Salazar saberia da organizacao » dans le quotidien portugais *Diario de Noticias*, du 17 novembre 1990.

[31] *Ibid.*

[32] Aucun auteur spécifié, « Manfred Woerner explica Gladio. Investigadas ligacoes a extrema-direita » dans le quotidien portugais *Expresso* du 24 novembre 1990.

[33] Joao Paulo Guerra, « 'Gladio' actuou em Portugal » dans le quotidien portugais *O Jornal* du 16 novembre 1990.

Action secrète

Portugal
